

L'ÉCHO DES CHAMPS

JUIN 2020
N°37

SEMER L'AVENIR
DEPUIS 1856



#soutienston agriculteur



International

L'Autriche

Page 04

Nouvelles technologies

Un trieur dernière génération pour la réception des tubercules

Page 06

Dossier

L'agriculture française, un secteur clé pendant la crise du coronavirus

Page 09

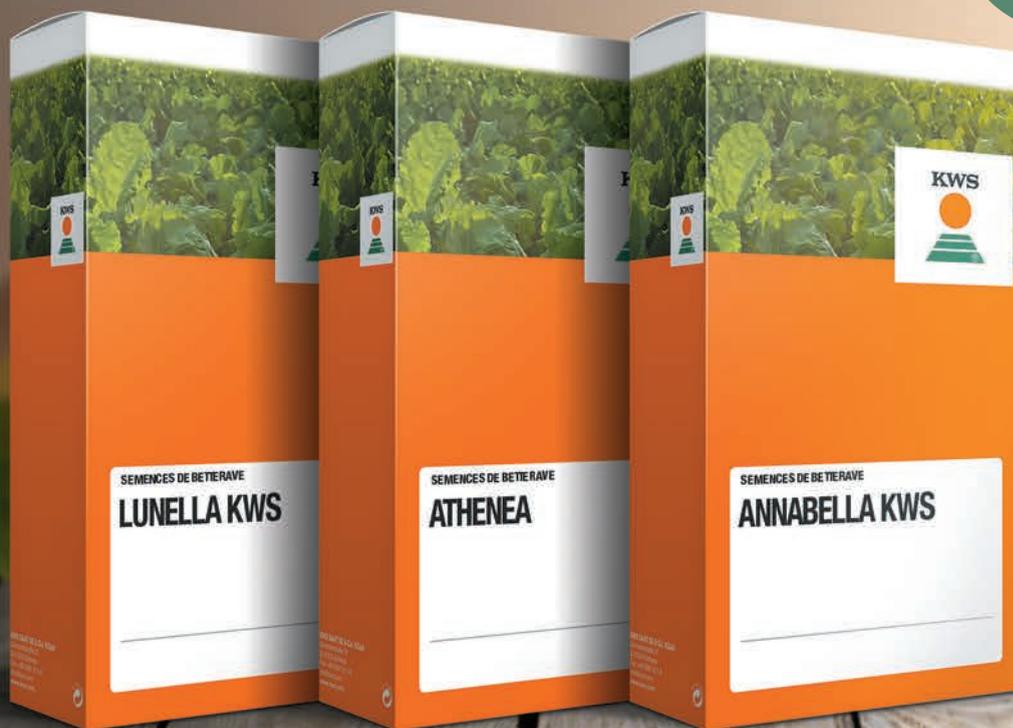
Les agriculteurs ont
du talent

À la découverte de l'or rouge !

Page 17

Maximisez votre revenu avec
les variétés nématodes KWS.

LE TRIO
GAGNANT



VARIÉTÉS NÉMATODES KWS

Des variétés hautement productives quel que soit le niveau
d'infestation en nématodes !

Découvrez toutes nos semences
nématodes sur : www.kws.fr

SEMER L'AVENIR
DEPUIS 1856



Éditorial



L'année 2020 restera, pour sûr, gravée dans la tête de chacun, avec la mise en place du confinement liée à la crise du Covid-19 dans une très grande partie des pays du globe.

Et pourtant, il a fallu faire face pour certains secteurs.

Les soignants, bien sûr, mais aussi les chauffeurs routiers, les caissières et employés du secteur alimentaire, les

éboueurs, les gendarmes et policiers, etc. ont poursuivi leurs activités ainsi que tous les métiers liés à l'agriculture et à l'agroalimentaire. Ces derniers pour assurer l'alimentation de chaque citoyen. Pour les agriculteurs, l'activité a été poursuivie pour permettre, à la fois, l'alimentation pendant la crise, mais aussi et surtout, assurer l'alimentation future en poursuivant les activités de semis, de protection des cultures, etc. Espérons que chaque citoyen saura s'en souvenir au-delà de cette crise !

Pour ce qui nous concerne et, étant totalement partie prenante du monde agricole, KWS France a poursuivi toutes ses activités, notamment les livraisons de semences pendant les semis, la mise en place des champs de production de semences dans le Sud-Ouest, ainsi que la mise en place des essais maïs, betteraves et pommes de terre pour assurer à l'agriculture le progrès génétique continu nécessaire pour faire face aux challenges auxquels elle est confrontée.

Aussi, pendant cette période, on avait pu imaginer que la société mesurait de face ce qui pouvait être finalement important au regard du reste, et que les activités opérationnelles reprendraient sens aux yeux de chaque citoyen. Malheureusement, il n'est pas sûr que le monde d'après change tant que cela, car comme il est coutume de dire "chassez le naturel, il revient au galop". Ce d'autant plus, qu'après cette période où l'activité économique a été si perturbée, la nécessité de la reprise ne permettra pas de remettre en cause certains modèles ou de valoriser suffisamment toutes les activités qui ont été majeures pendant le confinement.

Dans le même temps, tous les secteurs qui ont dû stopper leurs activités pendant la crise ont été soutenus principalement par la mise en place du chômage partiel. Inversement, même si des entreprises ont pu continuer leurs activités, semblant éviter la crise économique, la réalité est tout autre. Par exemple, les denrées agricoles ont subi fortement l'impact du confinement ou de la fermeture des frontières : sucre, éthanol, pomme de terre, orge de brasserie, lin, cultures maraîchères et horticoles, fromage (maroilles, par exemple), ... Ainsi, et même si elles ont continué à travailler d'arrache-pied pendant tout le confinement, l'avenir économique de tous ces secteurs va être fortement impacté.

Pour en revenir aux betteraves, le printemps 2020 n'aura pas été non plus des plus simples pour la mise en place de la culture. L'absence de pluie après les semis n'a pas permis une levée homogène et ce phénomène est exacerbé dans certaines régions (Aisne, Seine-et-Marne), même si on rencontre ces phénomènes partout en France.

Autre fait marquant de l'année : la présence précoce de pucerons verts, qui a nécessité un nombre de traitements très important (2 à 3) et ce, sans certitude de réponse par rapport à la jaunisse. Nous avons toujours signifié que la génétique ne pouvait pas tout et que l'accompagnement par la phytothérapie ou par les produits de biocontrôle restait nécessaire. L'arrêt des néonicotinoïdes nous montre à quel point cette solution a permis au cours des 20 dernières années d'assurer le progrès génétique sur d'autres challenges (nématodes, rhizomanie, maladies du feuillage, etc.) tout en étant protéger des pucerons. Finalement, le bilan de l'arrêt des néonicotinoïdes en betterave n'est certainement pas très glorieux en matière de protection de l'environnement.

Patrick Mariotte, Directeur Général

09 L'agriculture française, un secteur clé pendant la crise du coronavirus



Sommaire

04 International

L'Autriche

06 Nouvelles technologies

Un trieur dernière génération pour la réception des tubercules

09 Dossier

L'agriculture française, un secteur clé pendant la crise du coronavirus

14 La betterave en France

Résultats CTPS 2020 : 9 nouveautés pour KWS France

15 Recherche/génétique

Le "plus KWS" dans la lutte contre la cercosporiose : la nouvelle génération de variétés tolérantes

17 Les agriculteurs ont du talent

À la découverte de l'or rouge !

14 Résultats CTPS 2020



Magazine d'information et de liaison édité par :

KWS France
Zone Industrielle Sud
Route de Paris
80700 Roye
Tél. 03 22 79 40 10

Directeur de la publication :
Rédactrice en chef :

Patrick Mariotte
Delphine Delcroix
Agence MP
4, rue N-D de Bon Secours
60200 Compiègne
Tél. 03 44 86 26 60

Conception et réalisation :



International

L'Autriche

L'Autriche en quelques mots...

- Nom officiel : République d'Autriche
- Capitale : Vienne
- Population : 8,8 millions d'habitants (2019)
- Superficie : 83 859 km²
- Densité : 105 hab./km²
- Langue officielle : Allemand
- Religion : Catholiques (78 %)
- Nature du régime : Parlementaire
- PIB (2019) : 398 milliards d'€
- Taux de chômage (2019) : 4,5 %
- Taux d'inflation (2019) : 1,7 %
- Principaux clients (2018) : Allemagne, États-Unis, Italie, France, Suisse
- Principaux fournisseurs (2018) : Allemagne, Italie, Chine, Suisse, République-Tchèque

Pays de la Princesse Sissi, de Freud et de Mozart, l'Autriche a plus à offrir que son pan d'histoire et de culture. Après la Suisse, l'Autriche est le pays le plus alpestre d'Europe. Il dévoile des paysages alpins parsemés de villages aux balcons fleuris. Les châteaux médiévaux perchés sur leurs collines, les églises baroques, les palais, les jardins et les stations de ski font le patrimoine culturel de ce petit pays.

l'Est, offre des conditions favorables à une agriculture qui satisfait 85 % des besoins nationaux.

Du fait de sa situation géographique, l'Autriche est soumise à un climat particulièrement varié en

fonction de la région dans laquelle on se trouve. Dans les régions de l'Est, domine un climat continental avec un printemps court et un automne sec et beau. L'été est chaud et parfois étouffant et l'hiver est froid, voire très froid. Les régions montagneuses sont sous l'influence du climat alpin, riche en précipitations avec des hivers froids et neigeux, des étés doux et orageux et des soirées fraîches. Le reste du territoire dispose d'un climat de transition avec des hivers froids et des étés assez chauds mais aussi pluvieux et orageux. La montagne la plus élevée est le Grossglockner (3 797 m), et le cours d'eau le plus important est le Danube qui traverse le pays sur une longueur de 350 km.

Économie

L'économie autrichienne a longtemps fait figure de bonne élève de la zone euro avec un des meilleurs PIB par habitant de l'Union européenne. Après plusieurs

années de forte progression, la croissance économique autrichienne a ralenti à 1,6 % en 2019 contre 2,4 % en 2018. Le succès du "modèle autrichien" s'explique notamment par le dynamisme de ses PME, très orientées vers l'exportation, la qualité du système de formation et d'apprentissage, et l'efficacité du dialogue et du partenariat social. Le niveau élevé des dépenses de recherche et développement traduit la volonté d'inscrire l'innovation et la compétitivité autrichiennes dans la durée. Toutefois, l'Autriche, dont l'économie est résolument tournée vers l'extérieur et qui est considérée comme l'équipementier de l'Allemagne, se caractérise également par une faible résistance aux chocs extérieurs. Selon les prévisions du FMI du 14 avril 2020, en raison de l'apparition du Covid-19, la croissance du PIB devrait tomber à -7 % en 2020 et augmenter jusqu'à 4,5 % en 2021, sous réserve de la reprise économique mondiale. La dette publique a été réduite depuis 2015 à environ 70,7 % du PIB en 2019. L'Autriche a un faible taux de chômage. Il a légèrement diminué pour atteindre 4,5 % en 2019 et devrait rester stable à 5,5 % en 2020 malgré l'impact économique négatif de la pandémie Covid-19.



Géographie et climat

Située au cœur de l'Europe centrale, l'Autriche dispose de frontières communes avec 8 pays. Sa situation géographique fait de ce pays un lieu de transit pour les grands centres économiques de l'Europe. Le Danube, rattaché au Rhin, par le Canal de l'Europe, vient compléter le réseau routier et ferroviaire pour le transport des marchandises. Les trois quarts du territoire national sont recouverts de montagnes. Le quart restant, concentré essentiellement sur les rives du Danube et les plaines de



Principaux secteurs d'activité

Le secteur agricole emploie 3,8 % de la population active et représente 1,1 % du PIB. Cependant, combiné à l'industrie agroalimentaire, il représente environ 12 % du PIB. L'élevage et la viticulture sont les principales activités agricoles du pays. L'agriculture biologique est incroyablement populaire en Autriche. 26 % des terres agricoles en Autriche sont consacrées à l'agriculture biologique, le taux le plus élevé de l'Union européenne et le deuxième d'Europe après le Liechtenstein. Par conséquent, les exportations agricoles ne cessent d'augmenter.

Le secteur industriel emploie 24,6 % de la population active et représente 25,3 % du PIB. Il est orienté vers l'industrie métallurgique, la construction ou encore l'électrochimie. L'énergie hydroélectrique est, par ailleurs, la principale source d'électricité du pays.

Le secteur tertiaire domine l'économie, contribuant à 62,7 % du PIB, et emploie 71,6 % de la population active du pays. Un emploi sur six est fourni par le tourisme, qui a un impact majeur sur l'économie du pays.

L'agriculture en Autriche

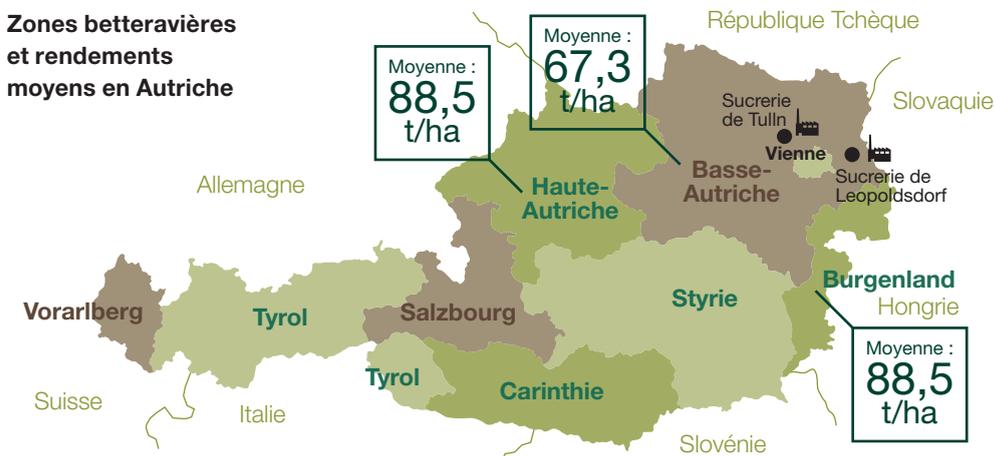
L'Autriche est un pays de montagnes, recouvert à près de 50 % de forêts (3,8 millions d'hectares). Le pays compte plus de 110 000 agriculteurs, dont 60 % actifs à temps partiel, sur une SAU de 2,6 millions d'hectares. Les terres arables représentent un peu plus de 50 % de la SAU et sont, pour la plupart, localisées à l'Ouest, tandis que les prairies permanentes occupent la zone Est du pays. Un tiers des terres arables est situé dans des régions de montagne. La taille moyenne des exploitations agricoles est de 18 ha. 36 % des exploitations ont une activité d'élevage et la production végétale est concentrée vers la production de céréales et de maïs.



Barrage hydroélectrique de Kaprun.

Pays tourné vers la nature et l'agriculture biologique, avec ses 26 % de surfaces en bio (principalement localisées dans les zones de prairies de l'Ouest) et 24 000 exploitations bio, l'Autriche est appelée "Championne d'Europe du bio". Avec un nombre de conversions au bio en augmentation constante, les surfaces bio pourraient atteindre 30 % en 2025. Cet intérêt pour le bio n'est pas nouveau. Il s'inscrit dans une longue tradition qui remonte aux années 1920, lorsque les premières fermes biologiques apparaissent dans les montagnes de la Carinthie. Les aides à la filière instaurées par le gouvernement dès 1990, puis l'entrée dans l'Union européenne en 1995, accélèrent le développement du secteur. Un programme agro-environnemental baptisé "ÖPUL"

Zones betteravières et rendements moyens en Autriche



est mis sur pied. Dans un contexte d'incertitude sur l'évolution des prix agricoles, il garantit aux revenus de ses bénéficiaires une certaine stabilité. Installé sur le second pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) et financé à parts égales par l'UE et l'État, le programme ÖPUL reste d'ailleurs, encore aujourd'hui, un facteur de développement essentiel du secteur.

La culture de la betterave à sucre en Autriche

Les principales zones de culture de la betterave à sucre en Autriche se situent à l'Est du pays. On distingue la Basse-Autriche (75 %), la Haute-Autriche (14 %) et le Burgenland (11 %). En 2020, 34 500 ha de betteraves à sucre (incluant la betterave bio) ont été semés par 5 000 planteurs. Cela représente une hausse de 6 % par rapport à 2019. Cependant, en 2017, le pays comptait plus de 42 000 ha. La faute à la faiblesse des prix, mais aussi à des problèmes tels que celui du charançon de la betterave, lequel a anéanti 10 000 ha de cultures en 2018, et 4 000 ha en 2019. Les agriculteurs autrichiens ont essayé de l'exterminer avec des sortes de pièges à fosse et des pièges à phéromones. Malgré les problèmes liés à ce ravageur, la surface cultivée en bio est passée de 1 700 ha à 2 000 ha. 13 000 ha des surfaces betteravières sont irriguées (principalement à l'Est du pays). Le pays compte deux sucreries, à Tulln et Leopoldsdorf, appartenant au groupe AGRANA, lesquelles traitent chacune environ 12 500 tonnes de betteraves sucrières chaque jour. Le sucre produit dans ces usines est commercialisé sous la marque "Wiener Zucker". AGRANA exploite 63 centres collecteurs pour le transport des betteraves. Les agriculteurs y livrent leur production (distance moyenne de ces centres 7 km) puis les betteraves sont acheminées à l'usine par transport ferroviaire (60 %) ou par camion (40 %).



Pommes de terre

Un trieur dernière génération pour la réception des tubercules



Interview

GRÉGOIRE VOLPOËT,
responsable des
ventes sur la France
chez TOMRA



L'Écho des champs : Pouvez-vous nous présenter TOMRA en quelques mots ?

Grégoire Volpoët : TOMRA Food conçoit et fabrique des trieuses à base de capteurs et des solutions d'épluchage, pour l'industrie agroalimentaire, en utilisant les technologies de calibrage, de tri, et d'analyse les plus avancées au monde. Plus de 8 000 unités sont installées chez des producteurs, emballeurs et transformateurs d'aliments dans le monde pour traiter fruits, noix, légumes, produits à base de pommes de terre, graines et semences, fruits séchés, fruits de mer, viande, etc. La mission de l'entreprise est de permettre à ses clients d'améliorer

les rendements, de gagner en efficacité opérationnelle et de sécuriser l'approvisionnement alimentaire.

TOMRA Food a déployé ses centres de tests,

bureaux et sites de fabrication sur les 5 continents, pour permettre à ses clients de tester, sur leurs propres échantillons de produits, les installations et la meilleure combinaison de technologies adaptée à leur problématique, avant de choisir un équipement définitif pour leur exploitation.

Tous nos clients en France sont ainsi accueillis à Louvain, en Belgique.

L'EDC : Pourriez-vous nous en dire plus sur votre dernière innovation, la TOMRA 3A ?

G.V. : La TOMRA 3A prend la suite d'une machine qui a une présence très forte dans l'industrie de la pomme de terre, et particulièrement chez les producteurs pour le tri des corps étrangers à la récolte : le FPS (Field Potato Sorter). La TOMRA 3A permet de gérer de plus gros volumes et apporte une détection

pointue des tubercules verts. Elle bénéficie de programmes et pré-réglages qui en facilitent l'utilisation et sa maintenance a été repensée pour plus de facilité par tous les utilisateurs. Elle répond aux enjeux des opérateurs, qui sont de plus en plus nombreux à vouloir s'équiper pour pallier les problématiques liées à la main d'oeuvre et améliorer la qualité de leurs produits. Cette machine répond aux exigences des producteurs : grande robustesse, utilisation et déplacement facilités dans l'unité de stockage, rapports statistiques, etc. Pour au final, un coût inférieur.

L'EDC : En quoi consiste la technologie d'imagerie qui permet la détection des défauts et le tri à grande vitesse ?

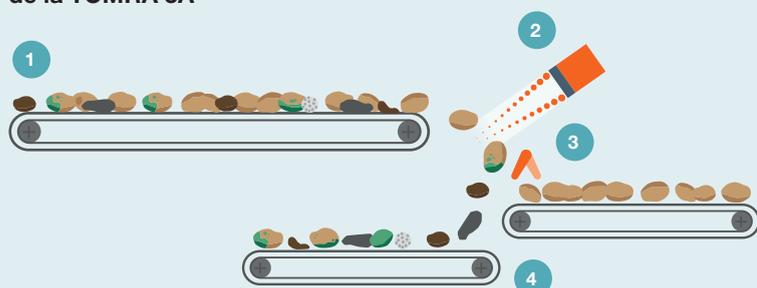
G.V. : Le système d'imagerie sophistiqué de la TOMRA 3A permet de détecter de façon très précise les couleurs et les défauts. La technologie d'éclairage à LEDs pulsées avec des caméras haute résolution fait la distinction entre la matière organique (le produit) et les corps étrangers. La TOMRA 3A est conçue pour fonctionner à très grande vitesse sans endommager les produits. Le trieur TOMRA 3A utilise



Les établissements Duchemin : bêta-testeur de la TOMRA 3A

Producteurs de pommes de terre, les Etablissements Duchemin (Caen) utilisent la TOMRA 3A, pour faire de leurs 14 000 tonnes de pommes de terre un produit premium. Installé à la réception où les tracteurs déversent par bennes entières les pommes de terre sorties de champ, le nouveau trieur TOMRA 3A, à base de LEDs et caméras, permet d'éjecter la terre, les pierres et tous les indésirables. La machine a une capacité de 30 tonnes/h en moyenne. En 2017, ce fut l'un des premiers clients au monde à tester le prototype de la TOMRA 3A. Pour Guillaume Duchemin : "la TOMRA 3A est un matériel très compact qui s'est intégré facilement dans la ligne de traitement, à la sortie du déterreur et avant la mise en palox. C'est aussi un matériel résistant et fiable, avec un SAV à toute épreuve. C'est un point vital : car pour un arrêt d'une heure de la machine, 25 personnes attendraient de pouvoir reprendre le travail. Le SAV chez TOMRA Food est réactif, s'implique immédiatement pour remonter à l'origine du problème détecté. Le matériel technologique est vital, il faut donc l'entretenir."

Principe de fonctionnement de la TOMRA 3A



- 1 Tapis d'alimentation (produit brut)
- 2 Module optique avec caméras et éclairage LEDs pulsées
- 3 Système d'éjection avec doigts pneumatiques
- 4 Convoyeurs "bon produit" et "rejet"

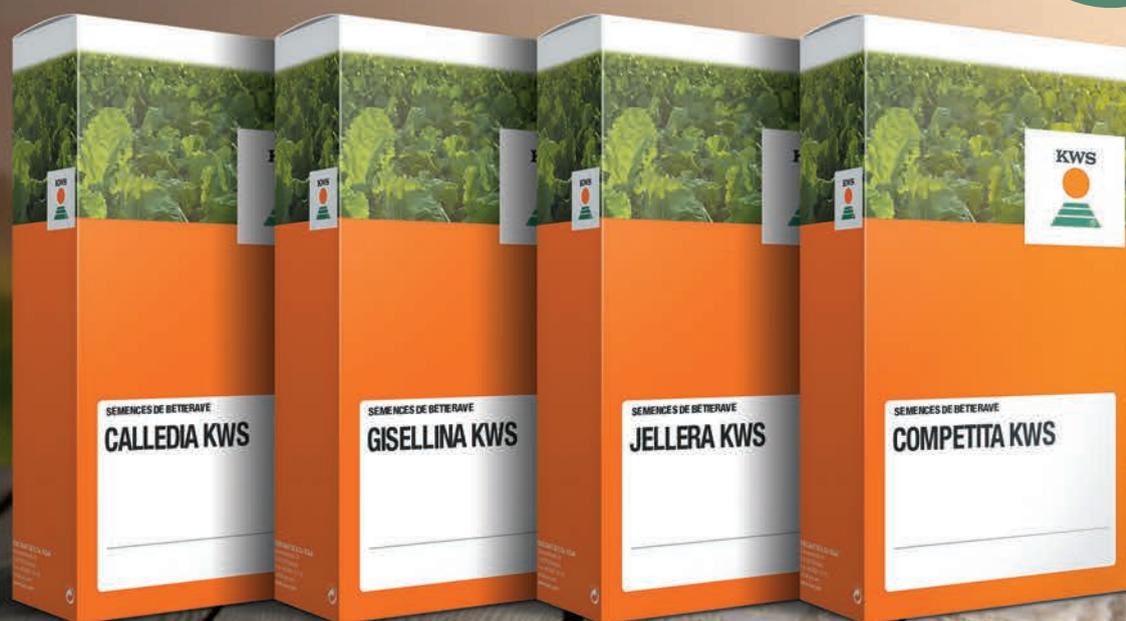
un système d'éjection qui a fait ses preuves, sortant du flux de produits, les corps étrangers au moyen de doigts pneumatiques. Les convoyeurs sont aussi réglés pour éviter les collisions des pommes de terre au moment de leur réception : ils récupèrent, décélèrent et transportent en douceur les tubercules. Ce soin accordé au produit demeure une caractéristique clé des trieurs TOMRA.

La TOMRA 3A installée chez les Ets Duchemin.



Les semences ont aussi
leurs grands crus.

NOUVEAUTÉS
2020



NOUVEAUTÉS RHIZOMANIE KWS

4 nouvelles variétés rhizomanie alliant haute productivité et
tolérance aux maladies du feuillage !

Découvrez toutes nos semences
rhizomanie sur : www.kws.fr

SEMER L'AVENIR
DEPUIS 1856





Dossier

L'agriculture française vitale pendant la crise du coronavirus et indispensable pour l'avenir

Pendant la douloureuse période du confinement, les agriculteurs ont incontestablement marqué des points, assurant, sans faille, l'approvisionnement alimentaire des Français. Peuvent-ils espérer, en retour, une relâche de l'agribashing, ce dénigrement permanent, qui les exaspère et les démoralise ? Pour ce qui concerne les plus activistes de ces détracteurs, la réponse est non. À tel point que les attaques n'ont même pas cessé durant la crise, sur la base d'accusations particulièrement fallacieuses. Pour autant, la France a ainsi redécouvert l'enjeu stratégique que représente la sécurité de son approvisionnement alimentaire. Bonne opportunité pour convaincre les Français de bonne foi - et ils sont largement majoritaires - que cette reconquête de notre autosuffisance nécessite un allègement des boulets réglementaires qui entravent la compétitivité de notre agriculture.

Pas une semaine, pas une journée sans doute, sans qu'une nouvelle dépêche de presse, émission de radio ou de télé, tweet viral, etc., n'attaque l'agriculture française, qu'il s'agisse de résidus "cancérogènes" dans les aliments, d'atteintes à la biodiversité, de maltraitance animale, ou de pratiques favorisant le réchauffement climatique... Sans oublier les actions violentes,

atteintes physiques, dégradations de matériels, incendies volontaires, abattages d'animaux, arrachages de plants... Certes, ces excès semblent correctement réprimés par la justice - quand leurs auteurs sont identifiés - et sont condamnés par les ONG, même si ce sont elles qui les ont inspirés, en chauffant les esprits fragiles par leurs incessants matraquages.

Ce pilonnage quotidien a pris une telle ampleur qu'on lui a même trouvé un nom. L'agribashing est désormais évoqué à tout bout de champ, au point que ce terme est, lui-même, devenu l'objet de virulentes polémiques (cf. encadré ci-dessous). En fait, peu importe le vocabulaire. C'est le dénigrement permanent de leurs activités qui sape le moral des agriculteurs, provoquant colère et désespoir. Certes, les suicides d'agriculteurs tiennent davantage à leurs difficultés financières. Mais ce climat de reproches incessants contribue aussi lourdement à leur mal-être. Surtout quand les critiques proviennent de leurs propres familles, situation de plus en plus fréquente.

Et pourtant, les enquêtes sont sans équivoque : les Français ont une bonne opinion de leurs agriculteurs, et depuis longtemps, donc bien avant la crise du coronavirus. C'est ainsi que 72 % des consommateurs "font confiance" aux agriculteurs français (Ifop), tandis que ces derniers inspirent "une bonne opinion" à 88 % des enquêtés (Odoxa) (cf. encadré page 11).



Les français ont majoritairement "une bonne opinion" des agriculteurs français (Odoxa).

Agribashing

Agribashing : une guerre des mots qui masque le débat concret ?

C'est en 2016 que cet anglicisme apparaît en France, seul pays où il soit utilisé, pour désigner le dénigrement systématique de l'agriculture conventionnelle et des agriculteurs qui la pratiquent. Lancé par des défenseurs de cette agriculture, le terme a été progressivement repris par les organisations agricoles, dont la FNSEA, syndicat majoritaire, puis par le monde politique, jusqu'à ses plus hautes sphères, y compris le Président de la République. Bien entendu, les ONG critiquant l'agriculture productive, et qui contribuent donc à l'agribashing,

contestent vigoureusement cette terminologie, accusant ses utilisateurs, tout particulièrement la FNSEA, de la brandir comme un fer de lance, contre ses opposants. La FNSEA se cache derrière cet épouvantail, pour éluder l'indispensable débat sur l'évolution de son modèle, accuse en substance Générations Futures. Et cette guerre des mots est montée d'un cran, quand le Gouvernement a créé, en octobre 2019, la cellule Déméter, aboutissant à la mise en place d'une convention de partenariat entre le Ministère de l'Intérieur (Gendarmerie), la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs pour suivre les atteintes au monde agricole : cambriolages, vols, dégradations, mais aussi, de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole. François Veillerette, directeur de Générations Futures, est aussitôt monté au créneau pour dénoncer cette insupportable atteinte à la liberté d'expression. De fait, les ONG en guerre contre l'agriculture productive semblent malheureusement avoir réussi à renvoyer le boomerang vers la FNSEA, acculant le syndicat dans



une position de "communication victimaire et corporatiste, peu favorable au dialogue", selon l'expression de Rémi Mer, consultant en communication du monde agricole. Au final, ce terme d'agribashing est-il pertinent ? Plutôt que de se limiter à une guerre des mots, serait-il plus efficace d'argumenter concrètement sur chacune des critiques assénées par les ONG anti-agricoles. Mais bien entendu, même si l'on limite l'usage du terme agribashing, cela n'enlève rien au sentiment d'agression permanente que subissent les agriculteurs français.

Indépendamment du coronavirus, les Français aiment leurs agriculteurs !

Curieux paradoxe, mais observé depuis longtemps : en dépit des critiques incessantes qui minent leur moral, les agriculteurs français sont globalement bien appréciés par l'opinion publique nationale. Les sondages d'opinion le démontrent régulièrement, notamment le "Baromètre d'image des agriculteurs" réalisé chaque année par l'Ifop, pour le compte du journal Dimanche Ouest

France. La version 2020 de cette enquête a été publiée en février dernier, donc avant la crise sanitaire. C'est un travail rigoureux, réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 1 001 Français de plus de 18 ans, de toutes régions, sélectionnés selon la méthode des quotas. On peut même préciser que les sondés ont été questionnés les 11 et 12 février, donc avant le Salon parisien de l'Agriculture, qui génère chaque année la grande semaine de bonté en faveur de l'agriculture, celle où la quasi-totalité des médias s'abstiennent de leurs critiques habituellement

récurrentes...

C'est ainsi qu'en février 2020, 72 % des consommateurs français font confiance aux agriculteurs français, tandis que 64 % pensent que les agriculteurs sont respectueux de leur santé, 55 % de l'environnement, et que 68 % d'entre eux sont reconnus soucieux du bien-être animal. En outre, les agriculteurs sont modernes pour 64 % des Français, et compétitifs pour 54 %. Tandis que seulement 34 % les considèrent comme assistés, 20 % égoïstes et 13 % violents. Avec des fluctuations annuelles, liées aux "crises" alimentaires, les opinions varient finalement assez peu sur le long



terme. En 2014, suite au scandale de la viande de cheval frauduleuse, les opinions favorables avaient marqué un net recul, appréciations qui se sont ensuite redressées, à partir de 2018. Alors qu'on était en pleine explosion de l'agribashing...

Certes, le baromètre Ifop-Ouest

France comporte une question sur l'environnement, mais il n'aborde pas frontalement la question des pesticides. C'est pourtant là que le bât blesse, comme le montre un autre sondage, celui d'Odoxa Consulting (pour France-Info et Le Figaro), réalisé à la même période (février 2020), auprès d'un échantillon représentatif de 1 005 Français de plus de 18 ans. Si, selon cette enquête, les Français sont encore plus favorables aux agriculteurs (88 % des Français ont "une bonne opinion" des agriculteurs, que le sondeur qualifie même de "choux-choux" des Français !), ils sont néanmoins 44 % à les considérer comme "pollueurs". En outre, 88 % des enquêtés estiment que l'agriculture française doit plutôt parier sur "de petites exploitations qui privilégient la qualité des produits", que sur "de grandes exploitations qui privilégient la quantité pour rester compétitives."

Autrement dit, les Français aiment leurs agriculteurs, en souhaitant quand même qu'ils pratiquent une agriculture telle qu'ils la conceptualisent...

Reste, enfin, une question : l'implication exemplaire des agriculteurs face à la crise du coronavirus aura-t-elle encore des effets positifs sur les scores d'opinion de ces mêmes enquêtes, en février 2021 ?

Comment expliquer un tel paradoxe ? L'approfondissement des sondages fait apparaître la relative fragilité de cette bienveillance spontanée. De fait, l'image des agriculteurs se ternit dès que l'on aborde la question qui fâche, celle des pesticides. Plus globalement, ce qu'aiment les citoyens, c'est une agriculture telle qu'ils la rêvent (petites exploitations, tournées vers les marchés de proximité), loin des réalités du métier, dans le contexte d'une incontournable concurrence internationale. Pour autant - et on y reviendra -, il ressort de ces enquêtes d'opinion que les agriculteurs français conservent un solide capital de sympathie auprès d'une majorité des Français, en dépit de la virulence de l'agribashing, dont seule une petite minorité

de nos concitoyens est activement partie prenante.

Les ONG exploitent à leur profit les peurs de la société civile

D'où vient, en effet, cet acharnement contre l'agriculture dite conventionnelle ? Clairement, une petite poignée d'organisations non gouvernementales (ONG) dites écologistes, s'est spécialisée dans "ce combat", parmi lesquelles Générations Futures qui tient actuellement le haut du pavé. Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas vraiment de défendre l'écologie ou le climat, ni, d'ailleurs, d'anéantir l'agriculture. Non, ces ONG veulent, avant tout, renforcer leur propre notoriété, afin d'accroître leurs ressources financières,

et donc leur puissance. Ambition réussie, quand on constate qu'à chaque nouvelle "révélation" relative aux pesticides, c'est François Veillerette que l'on entend et voit pérorer sur les radios et les télévisions françaises, comme s'il était LE spécialiste national des produits phytosanitaires... La stratégie de ces ONG est donc d'identifier des sujets anxigènes, et de surfer ainsi sur les peurs, faciles à réveiller dans nos sociétés de plus en plus sécuritaires. Au filon des OGM, à la "grande époque" des Faucheurs volontaires et de Greenpeace, a succédé la diabolisation de Monsanto. Puis, ces veines s'épuisant, on en revient aux pesticides, en exacerbant leurs effets sur les cancers, et en les accusant de favoriser le réchauffement climatique.



"J'espère que beaucoup de nos concitoyens auront été réconciliés avec ce beau métier de nourrir la nation".

Sans oublier la découverte récente d'une nouvelle mine particulièrement prometteuse, celle du respect de la condition animale, qui permet à l'association L214 de critiquer les conditions d'élevage et d'abattage, et d'encenser le véganisme.

Alors même qu'au niveau mondial, aucune étude scientifique n'a démontré que l'abandon généralisé de l'élevage qu'ils veulent imposer apporterait un réel bienfait pour le climat de la planète.

Certes, la critique des pesticides ne date pas de Générations Futures : dès 1962, l'Américaine Rachel Carson jetait dans la mare son Printemps silencieux, livre alarmiste qui, déjà à l'époque, avait suscité d'intenses débats. Mais, en ces temps-là, les scientifiques argumentaient, et les pouvoirs publics les suivaient. Aujourd'hui, au contraire, les chercheurs se cachent derrière leurs incertitudes¹, et nos dirigeants se sentent obligés d'aller dans le sens de l'opinion publique, elle-même conditionnée par les ONG. Il ne manquait plus que les médias grand public, tout particulièrement l'émission Cash Investigation, pour surfer à son tour, de façon honteusement partielle, sur ces thèmes aussi anxiogènes que générateurs d'audience. Rien d'étonnant, donc, à ce que le matraquage des ONG gangrène progressivement l'esprit des Français, à commencer par "l'intelligentia" parisienne - les écolos-bobos, pour le dire autrement -, incluant bon nombre de nos dirigeants. Certes, les Français aiment leurs agriculteurs. Mais un sondage révélerait sans doute une écrasante approbation de la nécessité d'un changement de modèle. Slogan particulièrement creux,

laissant accroire qu'il n'y aurait que deux modèles d'agriculteurs, les bios et... tous les autres ! Et quand on interpelle sur cette contradiction, entre la sympathie pour les agriculteurs, et le rejet de leurs pratiques, on déclenche une réponse paternaliste, pour ne pas dire condescendante : « les pauvres, "ON" les a tellement "addictés" aux pesticides, qu'il faut bien leur laisser le temps de s'adapter... »

"La ferme France a tenu"

La crise du coronavirus va-t-elle permettre d'enrayer cette inquiétante dégradation des rapports entre les Français et leur agriculture ? De toute évidence, les agriculteurs français le mériteraient, tant a été exemplaire le comportement de toute le secteur agroalimentaire, pendant ces semaines de confinement. "Merci à la ferme France. Elle a tenu. On peut en être fier" a lui-même souligné le Président de la République, lors de sa visite d'une serre industrielle bretonne de production de tomates, le 22 avril dernier.

Aux tout premiers jours du confinement, les consommateurs ont trouvé quelques rayons vides dans les grandes surfaces, devenues, du jour au lendemain, les fournisseurs quasi exclusifs de notre alimentation. Mais tout est rentré dans l'ordre très rapidement. Certes, les matières premières étaient disponibles, mais il fallait revoir toute la chaîne d'approvisionnement, sachant, par exemple, que les conditionnements demandés par la grande distribution ne sont pas ceux destinés à Rungis. Producteurs, grossistes, fournisseurs

d'emballages, transporteurs, distributeurs, etc. ont fait preuve d'une adaptabilité impressionnante, tant par leur rapidité que par leur efficacité. Les opérateurs n'ont même pas pris le temps de négocier au préalable la répartition des surcoûts, privilégiant l'approvisionnement immédiat. La quasi-totalité des transformateurs sont restés opérationnels, notamment les abattoirs², dont certains employés ont été touchés par le virus. Après coup, cela paraît simple et évident. Pour autant, hormis les services médicaux dédiés au Covid-19, peu d'autres branches d'activité ont fait preuve d'un engagement aussi généralisé.

Quant aux agriculteurs eux-mêmes, ils ont réalisé leurs travaux de printemps, tout particulièrement les semis, presque comme si de rien n'était, évidemment grâce à l'engagement de leurs fournisseurs. Certes, ils jouaient leur campagne, c'était leur intérêt direct de semer. N'empêche qu'ils auraient pu lever le pied et... demander des aides ! Les plus pénalisés semblent avoir été les horticulteurs et les maraîchers, notamment les producteurs de fraises et d'asperges, qui ont manqué, à la fois, de main d'œuvre pour récolter et de débouchés, dans la mesure où les consommateurs ont réduit leurs achats d'aliments "de luxe", tout au moins dans les premiers temps du confinement. Enfin, il faut encore souligner l'extraordinaire engagement des producteurs pour développer la vente directe et les livraisons à domicile, en légumes, fruits, fromages, viandes..., privilégiant la satisfaction des consommateurs, à la rentabilité de ces services, coûteux et dévoreurs de temps...

¹ À l'exception notable du directeur de l'Anses, qui a publié des positions courageuses, notamment sur le glyphosate. Lesquelles ne sont malheureusement guère reprises par les médias grand public.

² Aux Etats-Unis, certains abattoirs ont fermé, provoquant des pénuries locales de viande, et pénalisant les éleveurs, surtout les producteurs de porcs, obligés de garder leurs animaux.



Les producteurs de fraises et d'asperges ont été sans doute les plus impactés par la crise liée au Covid-19.



L'agribashing ne désarme pas, même s'il se ridiculise !

Ces efforts et cet engagement des agriculteurs pendant la crise du Covid-19, les Français les reconnaissent clairement : un sondage réalisé à la fin du confinement leur donnerait certainement une très bonne note ! Globalement, on note une nouvelle progression des achats de produits d'origine française. La tendance existait déjà avant la pandémie, qui l'a donc amplifiée. Mais, au-delà de cet acquis, que restera-t-il de positif pour les agriculteurs, d'ici quelques mois ? Une chose est sûre, les activistes de l'agribashing ne désarment pas. À tel point qu'ils sont restés très actifs pendant la crise elle-même, avec une rafale d'accusations, aussi fallacieuses que mal intentionnées. Cette pandémie serait due à la perte de biodiversité ont osé affirmer certains, alors même que le Covid-19 semble provenir d'espèces sauvages, chauve-souris et/ou pangolin... Origine qui ridiculise une autre mise en cause, celle des élevages industriels, dit "concentrationnaires"... Furieux d'un allègement provisoire des zones de non

traitements phytosanitaires à proximité des habitations, les environnementalistes sont allés jusqu'à plaider l'interdiction totale "des épandages", arguant que les gouttelettes de produits en suspension seraient porteuses de virus, donc source de contamination pour les riverains... Procès perdu, fort heureusement ! Enfin, pour sourire (jaune ?), voilà la télévision publique (France 2) qui vient nous expliquer que si les abeilles ont produit beaucoup de miel ce printemps, ce serait grâce à l'arrêt des activités agricoles lié au confinement ! Sans rectificatif, bien évidemment !

Une occasion unique d'entrouvrir les verrous qui pénalisent l'autosuffisance

Donc, ne rêvons pas, le comportement méritoire des agriculteurs pendant la crise n'apaisera en rien la virulence des activistes de l'agribashing. Le principe même de leur stratégie leur impose la mauvaise foi, dans la mesure où tout geste d'ouverture affaiblirait l'efficacité de leurs campagnes anxieuses.

En revanche, le monde agricole peut

certainement s'appuyer sur les Français fondamentalement bienveillants vis-à-vis des agriculteurs, qu'on sait largement majoritaires dans la société civile. C'est l'occasion rêvée de faire passer des messages, avec une bonne chance de meilleure écoute. Inutile d'affronter les "agribashers" bille en tête. Mais le public devrait se révéler plus réceptif aux messages raisonnés, démontant calmement leurs mensonges.

À l'occasion de la pandémie, une idée s'est largement répandue, celle d'un redressement de l'autosuffisance française. Le thème concerne d'abord le domaine de la santé, médicaments et équipements médicaux, mais on l'a aussi décliné vers l'agriculture, avec un excellent accueil médiatique, tant par le Gouvernement, que par les médias et les organisations agricoles. Voilà donc conforté le principe d'une agriculture française de production, défendant sa place dans la compétition alimentaire mondiale, ringardisant de facto ceux qui auraient voulu cantonner nos agriculteurs à un rôle de jardiniers de la nature, tout juste bons à entretenir les paysages, et selon les utopies des Marie-Antoinette pour qui se prennent bon nombre de nos citoyens...

Améliorer notre autosuffisance, le thème n'est pas nouveau, au point qu'on ne peut pas espérer de révolution dans ce domaine : il n'y aura pas de baguette magique pour rendre rapidement nos protéagineux compétitifs vis-à-vis des sojas américains. Mais il n'empêche que si cette autosuffisance devient réellement un objectif gouvernemental, le monde agricole disposera d'un puissant levier pour défendre plus efficacement ses outils de compétitivité. Les boulets avec lesquels les pouvoirs publics entravent la ferme France sont bien connus : interdiction d'accès aux nouvelles méthodes de sélection variétale, suppression de molécules phytosanitaires encore utilisées dans d'autres pays européens, contraintes uniques au monde telles que les zones de non-traitement à proximité des habitations, impossibilité de créer des réserves d'irrigation, politiques trop favorables aux loups, coût excessif de la main d'œuvre temporaire, etc. Alléger ces verrous redresserait l'autosuffisance agro-alimentaire française beaucoup plus efficacement, que de coûteuses subventions.

François Haquin



La betterave en France

Résultats CTPS 2020 : 9 nouveautés pour KWS France

Lors de la section CTPS en janvier dernier, 39 nouvelles variétés de betteraves à sucre ont été soumises à la procédure d'inscription sur la liste A du catalogue officiel français, parmi lesquelles :

5

variétés tolérantes à la rhizomanie pour **KWS France** ;

3

variétés double tolérantes rhizomanie/nématodes pour **KWS France** ;

1

variété double tolérantes rhizomanie/rhizoctone brun pour **KWS France** ;

Sur ces 39 nouvelles variétés, 27 seront testées dans les essais ITB/SAS 2020.



Retenez dès à présent :

Variétés tolérantes à la RHIZOMANIE

NOVALINA KWS, variété Holly + Beta Maritima, tolérante à la cercosporiose
FLORENTINA KWS, variété Holly + Beta Maritima, tolérante à l'oïdium et à la rouille
JANQUA KWS, variété riche, de type Holly + Beta Maritima, tolérante à l'oïdium et à la rouille

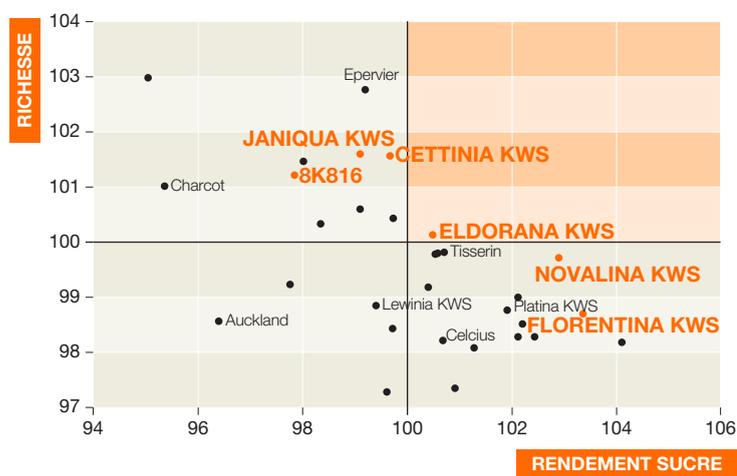
Variétés double tolérantes RHIZOMANIE/ NÉMATODES

CAPRIANNA KWS, variété équilibrée, de type Holly + Beta Maritima, tout terrain
AZELIA KWS, variété équilibrée, tolérante à l'oïdium et à la rouille

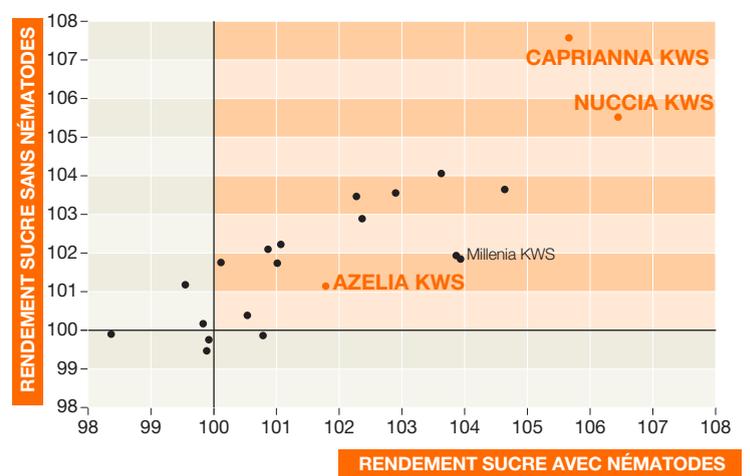
Variété double tolérante RHIZOMANIE/ RHIZOCTONE BRUN

DAVIDA KWS, variété Holly + Beta Maritima, très tolérante au rhizoctone brun et à la cercosporiose

Variétés rhizomanie étudiées en 2018 et 2019 (en % des Témoins)



Variétés rhizomanie/nématodes étudiées en 2018 et 2019 (en % des Témoins - Terrain sain/Terrain infesté)





Recherche/génétique

Le "plus KWS" dans la lutte contre la cercosporiose : la nouvelle génération de variétés tolérantes



La cercosporiose est la maladie foliaire de la betterave à sucre la plus dommageable. Au fil du temps, son incidence a augmenté fortement. Historiquement présente en Alsace, Limagnes et au Sud de Paris, la maladie s'est répandue dans d'autres régions, telles que la Champagne et la Picardie.

Les moyens de lutte actuels

Au niveau des méthodes de lutte, les attentes vis-à-vis de la génétique sont grandes puisque la lutte chimique est en perte d'efficacité, du fait de l'apparition de résistances et au retrait de certaines matières actives du marché. La lutte agronomique doit être considérée comme un code de bonnes pratiques permettant de réduire les facteurs de risques. Aujourd'hui, la lutte contre la cercosporiose se doit de combiner tous les leviers à disposition pour essayer de réduire au maximum l'impact de la cercosporiose.

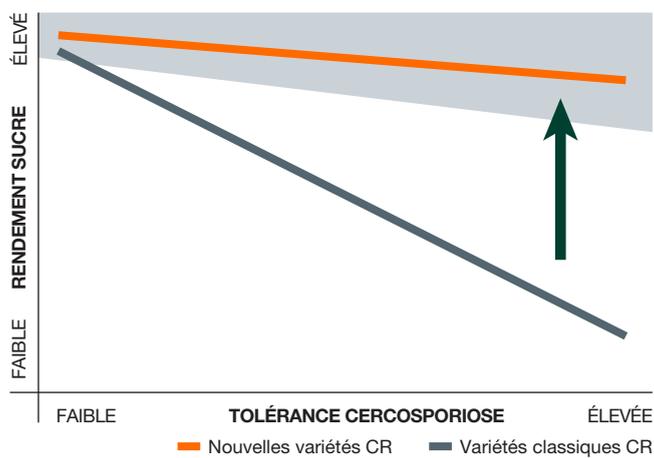
La sélection pour la tolérance à la cercosporiose est depuis toujours un objectif clé des sélectionneurs KWS. Différentes sources de tolérance ont été évaluées dans le but de réduire à la fois la propagation de la maladie et la perte de rendement généralement présente chez les variétés tolérantes.

L'évolution de la génétique

Après des années de recherche, les sélectionneurs de KWS ont découvert une nouvelle source de tolérance à la cercosporiose. Cette **nouvelle source de tolérance** renverse l'ordre établi en sélection qui fait que plus une variété est tolérante à une maladie plus ses performances de rendement diminuent, comme le montre le graphique ci-contre (droite grise). Ainsi cette nouvelle source de tolérance, présente dans la **nouvelle génération de variétés tolérantes** à la cercosporiose, combine **rendement élevé** et une **tolérance accrue à la cercosporiose** (droite orange).



Évolution du rendement des variétés en rapport avec leur tolérance à la maladie

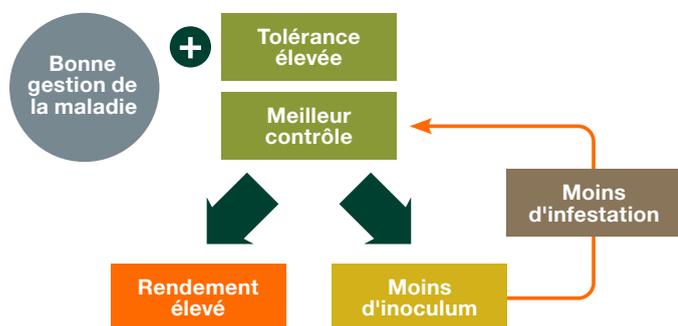


Des variétés "nouvelle génération"

Les **variétés "nouvelle génération"**, issues de cette découverte, sont basées sur des **procédés de sélection classique**. Cette nouvelle tolérance a été combinée avec des sources de tolérance à la cercosporiose déjà existantes pour augmenter le niveau de protection et contribuer à un cycle de vie plus long de la solution.

Un **bon contrôle** de la maladie induit un **meilleur rendement** et une **richesse plus élevée**. En effet, moins il y aura de taches, plus la surface foliaire sera importante pour réaliser la photosynthèse.

Un **meilleur contrôle** de la maladie signifie également **moins d'inoculum** dans le sol à la fin de la campagne et donc un **niveau d'infestation moins élevé** l'année suivante.



S'agissant d'un nouveau type de tolérance, les stratégies de lutte sont évaluées (seuils de traitements, dynamique de la maladie, intervalles de traitements) et seront adaptées si besoin. Des éléments de gestion de la tolérance sont aussi développés pour assurer la durabilité de ces variétés "nouvelle génération". KWS mène des essais fongicides dans différentes régions pour étudier la possibilité de maximiser les rendements et optimiser l'utilisation des fongicides. **Ce que l'on sait déjà** : le timing optimal du premier traitement fongicide est la base pour des rendements élevés. La combinaison intelligente de variétés très tolérantes à la cercosporiose avec une utilisation adaptée des fongicides garantira un bon contrôle de la maladie, de hauts rendements et assurera une gestion efficace de la tolérance.

Quand arrivera cette nouvelle génétique ?

Le processus d'inscription a commencé. Les premières de ces variétés sont en deuxième année au CTPS et devraient arriver sur le marché en 2022. Cette nouvelle génération de variétés KWS combine, pour la première fois,

RENDEMENT ÉLEVÉ

- ✓ Performances de rendement élevées en conditions de forte pression cercosporiose
- ✓ Sécurise la teneur en sucre



HAUTE TOLÉRANCE

- ✓ Diminue l'impact de la maladie sur la plante
- ✓ Réduit la propagation de la maladie

Tolérance ou résistance ?

Il s'agit des deux faces d'une même médaille. Lorsque l'on regarde du point de vue :

- du rendement, on parle de tolérance ;
- de la réduction de la maladie, on parle de résistance.

Le nouveau type de tolérance confère de bonnes performances de rendements, il peut donc être classé comme une tolérance. Comme il contribue aussi à un retard significatif de la progression de la maladie et à la réduction des symptômes, il peut également être classé comme une résistance.

Mémo cercosporiose – *Cercospora beticola*

Processus d'infection

- 12 – 37 °C

Conditions optimales

- 27 – 32 °C
- Humidité relative > 90 %

Survie

- -30 à +50 °C

Dissémination

- Vent, pluie, eau d'irrigation, rosée, insectes

Conservation

- Spores (conidies) 1 – 4 mois inoculum secondaire
- Sur résidus (stroma) 2 ans inoculum primaire



rendements élevés et haute tolérance à la cercosporiose.

Avec cette nouvelle approche, KWS espère contribuer à la productivité et à la durabilité de la production de la betterave à sucre en France.



Les agriculteurs ont du talent

À la découverte de l'or rouge !



Maxime Buizard, producteur et récoltant de Safran dans le Gâtinais, à Égry (45), a repris la ferme familiale, il y a 3 ans. Sur une surface de 45 hectares, il y cultive le blé, l'orge, le colza et la betterave sucrière. Il lui fallait alors trouver une diversification pour assurer la compétitivité de son exploitation. C'est alors qu'il a fait l'acquisition de la production d'un safranier qui avait remis "l'or rouge" au goût du jour dans les années 90 et a rapatrié sur son exploitation la production de 0,5 hectare de safran.

Un peu d'histoire

Depuis l'Antiquité, l'histoire du safran a traversé les civilisations, de la Grèce aux Indes, du monde arabe à la Perse. Au XIV^e siècle, le safran est implanté sur le territoire de Boynes, dans le Nord du Loiret, par un membre de la famille Pocquaire, seigneur de Boynes, qui l'aurait rapporté d'Avignon. La culture du safran se répand aux villages

environnants et la renommée devient internationale. Cependant, à la fin du siècle dernier, suite aux hivers rigoureux de 1880 et 1881, le safran ne résiste pas et une grande quantité de bulbes disparaît. Puis l'exode rural, le coût de la main-d'œuvre, le développement des colorants de synthèse et la demande qui diminue donnent le coup de grâce à la culture du safran. Le dernier champ

disparaît en 1930. Dans les années 1980, plusieurs initiatives sont lancées pour relancer la production de safran dans le Gâtinais. Parmi elles, la famille Templier, à Boynes, est pionnière dans la réintroduction de la culture. Une association est également créée pour mettre en avant l'histoire du safran dans l'agriculture locale et un musée est ouvert à Boynes.



Culture et récolte

a. La récolte

Le safran est une culture relativement rustique. La culture est constituée de pratiques très rudimentaires. Le safran est une petite plante bulbeuse à la végétation inversée. À l'automne, elle fleurit alors qu'au printemps, elle prépare sa dormance estivale. Cette plante préfère des sols légers et drainants, les sols argilo-calcaires sont les plus favorables. La plantation s'effectue en juillet – août à au moins 15 cm de profondeur avec une densité de 80 bulbes au m². Puis, la floraison a lieu ordinairement en octobre, durant trois semaines. La durée de vie d'une fleur est des plus éphémères. Il est impératif d'effectuer la cueillette à la main avec beaucoup de précaution, "nous garantissons ainsi pour notre produit une haute qualité".

b. L'épluchage

Cette opération s'effectue immédiatement après la cueillette. L'épluchage consiste à séparer les stigmates du reste de la fleur. Comme la récolte, cette étape est entièrement faite à la main. La main d'œuvre constitue donc le principal frein au développement de la production.



La culture du safran est constituée de pratiques très rudimentaires.

c. Le séchage

Pour sa conservation, il est impératif de sécher le stigmate immédiatement après l'épluchage. Ainsi il développera son odeur aromatique si particulière. Pour obtenir un kilo de safran sec, il faut environ 150 000 fleurs.

Production et commercialisation

90 % de la production mondiale de safran est réalisée par l'Iran. Le reste est produit par le Maghreb, les Etats-Unis et l'Espagne. La France compte une cinquantaine de producteurs. La principale zone de production se situe dans le Gâtinais et, plus particulièrement, dans le Loiret. La production française est de 50 à 100 kg/an. Le prix est de 50 euros/g pour le grand public. Davantage que dans cette activité économique, Maxime Buizard

compte aussi s'engager dans la promotion du terroir.

À la tête du "Safran des Templiers", il mènera, dans les prochaines semaines, une croisade pour faire reconnaître ce savoir-faire régional. Les 12 producteurs qui cultivent actuellement sur le territoire ont pour projet d'ouvrir une association, afin de créer un label IGP intitulé "Safran du Gâtinais".

Projets et perspectives

L'innovation est également au cœur de l'activité de Maxime Buizard. Il a lancé une gamme de produits dérivés du safran : gâteaux, terrines de pintade, rillettes de coques ou mousses de foie, tous aromatisés au safran et, dernièrement, de la limonade au safran.



La large gamme de produits Safran des Templiers.



Pour en savoir plus :

M. Maxime Buizard
SAFRAN DES TEMPLIERS
12 rue Boussier
45340 EGRY
Mobile : 06 19 68 41 69
Email : contact@safran-des-templiers.com

Communication

KWS Semences Académie



Interview

JEAN-CLAUDE CASTELLE,
responsable des
stations de sélection
maïs chez KWS



Il y a un an, KWS France lançait la "KWS Semences Académie". Jean-Claude Castelle, responsable des stations de sélection maïs mondial et à l'initiative de ce projet, nous fait le bilan de cette première année.

L'Écho des champs : Pourquoi avoir créé la KWS Semences Académie ? Quel est son objectif ?

Jean Claude Castelle : Depuis plusieurs années, nous sommes confrontés à un problème récurrent qui est de pourvoir tous nos nouveaux postes de techniciens sur nos différents sites de recherche et production en France. La problématique que nous avons est à deux niveaux : la disponibilité de ces jeunes diplômés sur le marché du travail et la qualification de ceux-ci par rapport aux exigences spécifiques de notre métier. Pour répondre au premier problème, par le biais de la KWS Semences Académie, nous voulons rendre attractifs les métiers que nous proposons, liés au monde de la semence, et, de ce fait, revaloriser ces métiers au travers de cette formation longue (18 mois) en donnant à nos candidats une perception large des fonctions qu'ils pourront tenir dans notre entreprise.

Relatif à la deuxième problématique, et sans remettre en question la formation théorique reçue par ces jeunes candidats, nos métiers ont considérablement évolué ces dernières années. L'intérêt de cette formation interne est de donner à nos candidats toutes les nouvelles techniques nécessaires à nos différents métiers d'un point de vue technique mais aussi relatifs aux

nouvelles technologies que nous utilisons au quotidien. Par cet investissement, nous espérons pouvoir délivrer plus rapidement des techniciens de la semence qualifiés et déjà intégrés à notre philosophie entrepreneuriale afin de pourvoir nos demandes

multiples au sein du Groupe KWS en France. En tant qu'entreprise semencière parmi les leaders sur le marché de la semence, il est aussi de notre devoir de promouvoir ce secteur d'activité qui est en croissance en le rendant attractif si nous voulons faire face aux défis de demain dans ce secteur.

L'EDC : Qui peut postuler ?

J.C.C. : L'accès à notre KWS Semences Académie est ouvert à un large public qui peut toucher de jeunes candidats en fin de cycle de formation (BAC Pro, BTS ou équivalent BAC+2) mais aussi des personnes ayant déjà une expérience professionnelle et qui veulent revenir travailler dans ce secteur de la semence. Les critères d'admission sont basés sur la motivation d'apprendre nos nouveaux métiers, la mobilité sur nos sites en France pour appréhender la diversité de nos activités, et bien sûr un intérêt certain à venir se spécialiser chez KWS pour participer à l'innovation agricole de demain.

L'EDC : Comment se déroule le cycle de formation ?

J.C.C. : Durant les 18 mois de formation, les candidats seront en contrat CDD en tant que salarié KWS France à part entière, avec le statut de Technicien débutant. Un programme individuel de formation sera établi en fonction des attentes et affinités de chaque candidat pour les différents métiers que nous proposons. Durant le cursus, l'académicien sera formé sur deux cultures (parmi le maïs, le colza, la betterave à sucre, le tournesol et les céréales) au travers des trois métiers que sont la recherche/sélection, l'expérimentation et la production

commerciale ou expérimentale. La formation se déroulera sur deux de nos stations en France.

L'EDC : Que se passe-t-il à la fin de la formation ?

J.C.C. : KWS ne peut délivrer qu'un diplôme interne à l'issue de cette formation. Néanmoins, si la formation est validée avec succès en fin de cursus, le diplôme obtenu est reconnu au sein de toutes nos stations à travers le monde et pourra ouvrir droit à une embauche permanente au sein du Groupe KWS avec le statut de Technicien confirmé, dans la mesure où des postes sont disponibles.

L'EDC : Aujourd'hui, où en êtes-vous ?

J.C.C. : Le programme a été lancé en décembre dernier. Alors que nous étions en phase d'études des premières candidatures prometteuses, nous n'avons pas pu continuer le processus de recrutement à cause de la pandémie qui nous a touchée. Nous espérons rapidement pouvoir reprendre le contact avec les candidats qui avaient postulé, mais aussi avec les écoles et établissements d'enseignement supérieur agricole avec qui nous voulons créer un lien et un partenariat privilégié pour développer la KWS Semences Académie en France.





Rejoignez la KWS Semences Académie.



JUSQU'À
BAC +3

Nous misons sur votre futur.

- Devenez expert dans le domaine de la semence.
- Complétez votre formation par des acquis techniques reconnus dans la profession.
- Utilisez les nouvelles technologies en matière d'expérimentation et de production indispensables à ces métiers.
- Intégrez une entreprise internationale leader sur le marché des semences.

www.kws.fr



SEMER L'AVENIR
DEPUIS 1856

KWS

